

Jean Claude BESSE

Technicien en Gestion Industrielle suppléant Henri DAMADIAN Enseignant à l'Université



Pour un SOCIALISME EFFICACE LA PARTICIPATION pour de bonnes lois

De votre choix politique dépend votre avenir, et celui de la FRANCE...

Depuis 1969 avec le départ du Général de Gaulle, les Princes qui nous gouvernent engagent la France dans la crise économique et créent des déséquilibres locaux et régionaux, au profit de l'hégémonie économique et culturelle Germano-Américaine; la France ne doit pas devenir le Québec de l'Europe!

CONSEQUENCES

- Spéculation et inflation, fuite de capitaux : 58 millions de Dollars de Juin 1976 à Décembre 1976 ont quitté la FRANCE.
- Ocnditions de vie difficiles et le chômage par licenciement abusif et permanent.
- Liquidation de notre industrie (machines outils, informatique, aéronautique, sidérurgie, imprimerie, etc...)
- Par la fiscalité, la petite entreprise commerciale et artisanale est contrainte à la faillite.
- Les monopoles licencient.
- Les impôts augmentent pour financer les groupes ou coalitions d'intérêts, monopoles et multinationales ...
- On exproprie sans limite au profit de la spéculation immobilière.

UNE TELLE POLITIQUE MET EN PERIL LA FRANCE ET VOUS.

L'INSECURITE REGNE AVEC LES PHENOMENES DE SOCIETE FASCISANTS

POUR LE PROGRES SOCIAL ET ECONOMIQUE

Il faut organiser une politique de Participation :

- Transformer une politique : l'actuel intéressement aux bénéfices par une association effectuée aux résultats réels de l'entreprise et promouvoir la Participation à l'information, à la gestion et aux responsabilités...
- Rendre obligatoire à toutes les entreprises le partage des bénéfices pour qu'ils restent dans l'entreprise et sauvegardent notre industrie...
- Augmentation des revenus sur la base d'un minimum vital garanti de 2500 francs mensuels pour tous.
- Participation de l'Etat pour une cotisation individuelle garantissant pour tous la sécurité sociale dans le cadre du régime général.
- Réglementation du cumul des retraites avec des emplois pour les salariés disposant de revenus supérieurs à 3500 francs par part.
- Création d'un véritable salaire de la femme au foyer par la mise en œuvre d'une politique familiale, non imposable.
- Retraite à 60 ans pour les hommes.
- Retraite à 55 ans pour les femmes.
- Possibilité d'une retraite à mi-temps à partir de 55 ans.
- Organiser le travail à mi-temps pour les femmes et garantie de leur promotion
- Blocage des prix sur les produits de fabrication française

UNION DES GAULLISTES DE PROGRES

UNE NOUVELLE RESISTANCE

Les principes gaullistes sont bradés par la «majorité» giscardienne avec la complicité de Jacques Chirac, fossoyeur du gaullisme aux élections présidentielles de 1974.

- L'Etat est livré aux luttes de clans, aux combinaisons politiciennes et aux puissances d'argent.
- Incapable de résoudre la crise et de lutter contre le chômage, le gouvernement fait croire à leur fatalité.
- C'est le règne de l'égoïsme social.
- L'indépendance de la Nation est abandonnée au profit des américains et des allemands : on laisse vendre nos entreprises à l'étranger, nous réintégrons l'OTAN (alors que le Général de Gaulle l'avait quitté), on veut nous dissoudre dans une Europe supranationale au lieu de construire une Europe des nations.

Face à ce douloureux constat les gaullistes sincères doivent organiser une nouvelle résistance dans l'opposition afin d'y défendre les principes gaullistes :

- Autorité et indépendance de l'Etat face aux clans et aux féodalités.
- Progrès social et participation dans tous les domaines (entreprise, université...), régionalisation.
- Indépendance de la France fondée notamment sur la dissuasion nucléaire tous azimuts, sur une protection économique du marché français, sur une diplomatie indépendante des blocs et ouverte aux peuples luttant pour leur souveraineté nationale.
 - POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE
 - POUR LE PROGRES SOCIAL
 - POUR LA RENAISSANCE D'UN GAULLISME AUTHENTIQUE

Vous voterez pour le candidat de

I'UNION DES GAULLISTES DE PROGRES

L'Union des gaullistes de progrès a été créée à Nice les 14 et 15 mai 1977. Ce mouvement rassemble des militants venant de diverses organisations gaullistes (UDR, UJP, Front progressiste, UDT).

L'UGP continue la tradition inaugurée par l'Union Démocratique du Travail de Louis Vallon, René Capitant et Jacques Debû-Bridel; elle regroupe tous les compagnons se réclamant du gaullisme de progrès. Son secrétaire général est Dominique Gallet, ses présidents d'honneur sont le Général François Binoche, compagnon de la Libération, Jacques Debû-Bridel, ancien sénateur RPF.

COMITE DE SOUTIEN AU CANDIDAT GAULLISTE DE PROGRES DANS VOTRE CIRCONSCRIPTION

Le Général Angenot, ancien chef d'état major du Général de Gaulle à Londres, Maurice Bardet, ancien député UDR, Gilles Bacquaert, ancien membre du bureau national de l'UJP, Jean Bernard, ancien secrétaire fédéral de l'UDR, Jean Louis Champagnat, ancien délégué régional de l'UJP, Robert Clop, président de l'Association des gaullistes pour le 8 mai, Axel Guillaumin, ancien secrétaire de circonscription de l'UDR, Gilberte Lavit, maire adjoint de Savigny-sur-Orge, Alex Moscovitch, ancien secrétaire général du groupe RPF à l'hôtel de ville de Paris, Marcel Pinault, conseiller général, R. Schwartzbrod, commissaire aux comptes ; le colonel Suant ; Claude Terrieux, maire de Villers-sous-St-Leu ; Cerf Lurie, ancien député UNR ; Aimé Teyssère, compagnon de la Libération, M. Ney, compagnon de la Libération...